Minimum vital ou prix de revient ?

En feuilletant, l'autre jour, l'organe mensuel de la Fédération de l'Éducation Nationale, nous avons, par hasard, découvert la liste, établie au début de 1947 par la commission du Conseil Supérieur, de tous les éléments servant à la détermination du minimum vital et du traitement de base des fonctionnaires; elle comprend l'indication chiffrée des quantités allouées annuellement à ceux-ci et elle porte comme mention qu'elle a été établie en tenant compte des conditions d'existence en période économique normale et que les prix retenus lors de son établissement ne pourraient être modifiés pendant un laps de temps de deux ans.

On découvre, à l'examen de cette liste, des indications savoureuses sur l'existence d'un fonctionnaire telle que la conçoivent «ces messieurs de la Direction», et nous n'avons pu résister à la tentation de relever quelques-uns des articles qui y sont mentionnés: le poisson figure au chapitre du budget alimentaire pour 25 grammes par jour et le sel pour 7 grammes. Les légumes frais s'y voient représentés pour 865 grammes et la viande pour… 55. À l'année, par exemple, le fonctionnaire type consomme 12 mètres cubes d'eau, use 1 soutien-gorge, ½ paire de pantoufles, 1/5 de blaireau, 2/20 de couverture et 1/3 de bretelles. Il n'a droit, au chapitre «Amortissement mobilier» à rien d'autre qu'à 1/25 de table de bois blanc.

Cependant, nous ne critiquerons pas en détail ce chef-d'œuvre enfanté par le génie de quelque intendant militaire et devant lequel eût pâti Harpagon établissant le menu de son festin de noces; nous nous abstiendrons également de porter un jugement, qui ne pourrait être que défavorable, sur le volume des denrées allouées aux serviteurs de l'État; nous nous contenterons de relever ce qu'il y a de blessant et d'humiliant pour l'amour-propre dans le procédé, procédé de

maquignon ou de riz-pain-sel…

Ainsi donc, le fonctionnaire, cellule vivante de la société étatisée, voit se confirmer, par l'attitude de cette dernière à son égard, sa déchéance morale; il se voit placé par elle, dans l'ordre des valeurs spirituelles, au même niveau qu'un animal de rapport dont on évalue le prix de revient en tenant compte des denrées consommées à l'année – denrées dont la liste sert de base à l'évaluation du minimum vital et en infirme toute valeur parce qu'elle est incomplète. On a donc fait preuve en l'occurrence de cynisme et de stupidité tout à la fois, d'impudeur et de cruauté, tous sentiments qu'ignore le patron de l'entreprise privée, qui, tout en versant à ses ouvriers un salaire encore plus bas, ne va pas leur dire: «Voici la liste imprimée des denrées nécessaires à votre existence. Votre paye représente pour un mois 30 kilos de pain, 15 litres d'eau et 1/24 de la vidange de vos fosses d'aisance.» à ce titre, les marquis du XVIIIe siècle, eux-mêmes, avaient plus de délicatesse envers la racaille de leurs valets.

La preuve est ainsi faite, une fois de plus, de la faillite morale de l'État, qui ne néglige rien pour faire sentir son mépris à ceux qui le servent, et de son incapacité à leur conserver dignité et honneur. La seule éthique qu'il soit capable de susciter et qu'il désire vraiment est une éthique de fourmilière, et ceci est une des raisons permanentes du conflit qui lui oppose les hommes libres.

Paul Joly